

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUEGAN T.P. SARL

BOTAN
22110 Rostrenen

Références : 2025.200
Code AIOT : 0005502378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement GUEGAN T.P. SARL implanté BOTAN 22110 Rostrenen. L'inspection a été annoncée le 19/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est prévue dans le cadre du renouvellement de l'arrêté d'autorisation de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUEGAN T.P. SARL
- BOTAN 22110 Rostrenen
- Code AIOT : 0005502378

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Côte minimale d'extraction et Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 1.2 et 2.3	Demande d'action corrective	30 jours
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.1	Demande d'action corrective	30 jours
4	Surveillance des eaux en fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.3	Demande d'action corrective	30 jours
5	Les niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 6.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.1	Demande d'action corrective	30 jours
7	Accueil de déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 28 mai 2025 a permis de constater la mise en œuvre partielle de prescriptions applicables à la carrière contrôlées par sondage.

En effet, plusieurs insuffisances ont été relevées, notamment concernant la mise à jour des documents de suivi : plan d'exploitation, plan de gestion des déchets, registre de consommation d'eau de forage et registre de déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité,• la référence de l'autorisation,• l'objet des travaux• et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de l'inspection, la présence d'un panneau a été constatée à l'entrée du site. Celui-ci indique : <ul style="list-style-type: none">• L'identité de l'exploitant,• La référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation,• La surface et la durée d'exploitation. Il est également précisé que le plan de remise en état est consultable à la mairie de Rostrenen. Un second panneau, distinct, présente le plan de circulation interne à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Côte minimale d'extraction et Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 1.2 et 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Côte minimale d'extraction et Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 1.2– Côte minimale d'extraction [...] Côte minimale d'extraction : 200 mNGF. Article 2.3–Suivi annuel d'exploitation L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation [...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : L'exploitant a transmis un plan d'exploitation de la carrière datant de janvier 2024. Ce plan indique une côte minimale d'extraction de 214 m NGF.

<p>L'inspection de la carrière a permis de constater, en cohérence avec la phase n°1 de l'exploitation, une progression de l'exploitation vers le Nord-Ouest, accompagnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un déboisement de la zone concernée. • et du stockage des découvertes à proximité. <p>L'exploitant a précisé que le déboisement de la zone a été réalisé en période hivernale, conformément à la mesure de réduction prescrite à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit actualiser son plan d'exploitation chaque année, afin de refléter l'état d'avancement de l'exploitation.</p> <p>En lien avec la mesure de réduction mentionnée à l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral, il est rappelé à l'exploitant que des nichoirs à oiseaux doivent être installés en périphérie du site au cours de la phase 1 de l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement d'eau réalisé sur le forage est destiné uniquement au fonctionnement de l'installation de lavage. Le volume annuel prélevé est de 4 000 m³ maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de suivi de la consommation d'eau prélevée via le forage pour l'installation de lavage des granulats.</p> <p>Pour la période de juillet 2023 à janvier 2024, la consommation enregistrée s'élève à 101 m³.</p> <p>Les consommations annuelles précédemment relevées étaient de 1 935 m³ et 1 426 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit actualiser son registre de la consommation d'eau pour prendre en compte la période 2024-2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Surveillance des eaux en fond de fouille

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 4.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux en fond de fouille
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une fois par an une analyse des eaux de fond de fouille sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • pH : 5,5 - 8,5 • Hydrocarbures : 5,5 mg/L
Constats : L'exploitant a transmis une analyse des eaux de fond de fouille prélevée le 24/06/2024. Cependant, le rapport d'analyse ne porte que sur le pH et la température de l'eau. Le paramètre « hydrocarbures » n'a pas été analysé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir une analyse des eaux de fond de fouille intégrant le paramètre hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Les niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique par un contrôle des émergences est effectuée dès le début des activités et au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les 3 ans (pendant la campagne d'extraction) sur les points de mesures prévus (cf. plan en annexe), à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • ZER 1 (S1) - habitation située à Botan à l'Est de la carrière ; • ZER 2 (S2) - habitation située à Botan au Sud-Ouest de la carrière. Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.
Constats : L'exploitant a transmis un devis signé le 10 février 2025 pour la réalisation, en 2025, d'une campagne de mesure sur les émergences sonores et de suivi des retombées de poussières, par le bureau d'études IGC Environnement. Le dernier contrôle acoustique, réalisé en 2022, concluait à la conformité des niveaux sonores mesurés.

L'exploitant a précisé avoir procédé au remplacement des rouleaux du tapis d'alimentation du crible le 27 juin 2023 pour réduire le bruit des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de la prochaine campagne de mesures des émergences sonores.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
Prescription contrôlée : Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières. Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets d'extraction actualisé en janvier 2024 par le bureau d'études IGC Environnement. Ce document identifie trois types de déchets inertes issus de l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> • la terre végétale ; • la terre de découverte ; • les boues de lavage. Cependant, l'inspection réalisée le 28/05/2025 a permis de constater un agrandissement de la fosse d'extraction correspondant au nouveau périmètre autorisé, suite au dossier de demande de renouvellement. Or, le plan de gestion transmis ne tient pas compte de cette évolution, alors qu'il s'agit d'une modification substantielle de l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion des déchets d'extraction afin de prendre en compte le nouveau périmètre d'exploitation et permettre une meilleure gestion des déchets issus de l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Accueil de déchets inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Accueil de déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à hauteur de 20 000 tonnes pendant 20 ans puis 45 000 tonnes pendant 10 ans pour le remblaiement de la fosse.
Constats : L'exploitant a transmis le registre des déchets inertes de 2020 à fin 2023. Ce registre indique un stockage annuel inférieur à 3 000 tonnes. Lors de l'inspection du site, les éléments suivants ont été observés : <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'un panneau interdisant le bennage en verse, • la présence d'une benne DIB sur la plateforme de déchargement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le registre des déchets inertes pour l'année 2024
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours